

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau - ZI des Landiers Nord
73011 Chambéry

Chambéry, le 28 mai 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/05/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MSSA S.A.S.

Usine de Pomblière
111, rue de la Volta
73600 Saint-Marcel

Références : [20260507-RAP-InspectionMSSA-TAR](#)
Code AIOT : 0006104473

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/05/2026 dans l'établissement MSSA S.A.S. implanté Usine de Pomblière 111, rue de la Volta 73600 Saint-Marcel. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MSSA S.A.S.
- Usine de Pomblière 111, rue de la Volta 73600 Saint-Marcel
- Code AIOT : 0006104473
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'établissement MSSA à Saint-Marcel est spécialisé dans la fabrication de sodium, de lithium et de chlore (coproduit issu de l'électrolyse). Les activités sont encadrées par l'arrêté préfectoral cadre du 23 septembre 1999 modifié.

Le procédé peut être décrit de manière simplifiée en plusieurs étapes principales :

- réception, stockage et séchage du sel ;
- électrolyse du sel dans deux salles (EL1 et EL2) qui permet la production de sodium, de lithium et qui génère la production de chlore gazeux ;
- purification et conditionnement du sodium ;
- traitement du chlore gazeux et transfert à l'usine haute pour liquéfaction et remplissage des emballages (wagons, isoconteneurs ou bouteilles).

Thèmes de l'inspection :

- AR - 5
- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art. 23	Demande d'action corrective	1 mois
4	Entretien et surveillance de l'installation - AMR	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I-1 a)	Demande d'action corrective	12 mois
5	Entretien et surveillance de l'installation - nettoyage	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, articles Art.26 I-1 b)Art. 26 I.2Art. 26 I.3	Demande d'action corrective	1 mois
8	Entretien et surveillance de l'installation – mesures légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I-3	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Informations générales du site	/	Sans objet
2	Implantation, aménagement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.5	Sans objet
6	Suivi de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, articles Art.26 IV Art.26 V	Sans objet
7	Surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I-1 c)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection a permis de constater que la majorité des prescriptions réglementaires sont respectées par l'exploitant. Cependant, plusieurs points nécessitent une attention particulière et des actions correctives dans les délais impartis.

L'exploitant devra finaliser, au travers d'une note, la désignation officielle des personnes référentes et compléter la formation de niveau 2 de l'animateur HSE d'ici fin juin 2026. De plus, il devra s'assurer que le remplacement des référents en cas d'absence soit effectif dans les mêmes délais.

Les analyses méthodiques des risques (AMR) ont révélé la présence de bras morts dans les circuits, représentant un risque significatif de stagnation et de prolifération des légionelles. Bien que des solutions aient été préconisées, celles-ci n'ont pas encore été mises en œuvre. Il est donc essentiel que l'exploitant planifie et réalise en 2026/27 les actions correctives, notamment les purges continues et les bouclages des tronçons concernés. Un schéma de principe devra également être intégré dans les AMR pour faciliter la localisation des points de prélèvement et des zones à risque.

Une procédure écrite devra être élaborée pour encadrer les opérations de nettoyage des tours, afin d'éviter toute dispersion de légionelles lors de ces interventions. Par ailleurs, les rapports d'analyse devront systématiquement mentionner la nature des produits de traitement utilisés, en particulier l'eau de Javel.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Informations générales du site

Référence réglementaire : /							
Thème(s) : Situation administrative, Informations générales de l'installation							
Prescription contrôlée : Situation administrative de l'installation relevant de la rubrique 2921 Recueil des données techniques pour chaque TAR							
Constats : Le site compte huit tours aéroréfrigérantes utilisées sur 3 circuits de refroidissement et réparties entre l'usine basse et l'usine haute, avec une puissance totale de 15 720 kW. La situation administrative de l'installation est conforme aux exigences réglementaires. Les huit tours aéroréfrigérantes sont déclarées et exploitées sous la rubrique 2921.							
2921-1.a)	Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle 1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle : a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW (E)	Refroidissement des cellules d'électrolyse, d'échangeurs et de groupes frigorifiques			Puissance	kw	E
			Usine basse	Circuit électrolyse EL1 3 tours aéroréfrigérantes de 2040 kW	6120		
				Circuit électrolyse EL2 3 tours aéroréfrigérantes de 2400 kW	7200		
			Usine haute	Circuit liquéfaction du chlore 2 tours aéroréfrigérantes 1200 kW	2400		
		Somme		15720			
Extrait de l'AP du 30/11/25							
Ces installations fonctionnent en circuit ouvert et sont utilisées en continu pour le refroidissement des creusets dans le cadre des processus d'électrolyse et de liquéfaction du chlore.							
Eau d'appoint L'eau d'appoint provient du canal EDF, alimenté par l'Isère.							
Mises en service Les trois tours de refroidissement appartenant au circuit EL1 ont été mises en service en mars 1985, tandis que les trois tours du circuit EL2 ont été installées en 2000 et 2007. Enfin, les deux tours de l'usine haute datent de l'an 2000. Toutes ces installations fonctionnent en continu, sans arrêt prolongé.							
Gestion et la surveillance des installations La gestion et la surveillance des installations sont assurées en interne, à l'exception du nettoyage des bassins et des tours, qui est sous-traité à l'entreprise SODI (VEOLIA). Les prélèvements et analyses sont quant à eux réalisés par le laboratoire Savoie Analyses. Le suivi des paramètres physico-chimiques, tel que le pH et la conductivité, est effectué en interne avec un soutien de VEOLIA, qui transmet des rapports hebdomadaires.							
Type de suites proposées : Sans suite							

N° 2 : Implantation, aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.5
Thème(s) : Risques chroniques, Règles d'implantation
Prescription contrôlée : a) Les rejets d'air potentiellement chargé d'aérosols ne sont effectués ni au droit d'une prise d'air, ni au droit d'ouvrants. Les points de rejets sont aménagés de façon à éviter l'aspiration de l'air chargé de gouttelettes dans les conduits de ventilation d'immeubles avoisinants ou les cours intérieures ; b) L'installation est implantée à une distance minimale de 8 mètres de toute ouverture sur un local occupé.
Constats : L'implantation des tours aéroréfrigérantes respecte les prescriptions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013. Les rejets d'air potentiellement chargés d'aérosols ne sont pas situés à proximité des prises d'air ou des ouvrants. Les installations sont implantées à une distance minimale de huit mètres de toute ouverture sur un local occupé, conformément à la réglementation en vigueur. Aucune non-conformité n'a été relevée sur ce point et les prescriptions en matière d'implantation sont donc respectées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art. 23
Thème(s) : Risques chroniques, Formation du personnel
Prescription contrôlée : L'exploitant désigne nommément une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident. L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement, et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque. Ces formations portent a minima sur : <ul style="list-style-type: none">- les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ;- les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ;- les dispositions du présent arrêté. [...]
Constats : L'exploitant a désigné des personnes référentes, bien que leur désignation officielle doive encore être finalisée au travers d'une note. Cette liste des personnes référentes est en cours d'élaboration. Selon l'exploitant, cette note inclura le responsable environnement, l'animateur environnement (dont la formation de niveau 2 reste à compléter) et une personne de la maintenance. La finalisation de cette note est prévue pour fin juin 2026. Plan de formation Un plan de formation interne est en place et géré par le service des ressources humaines. Ce plan couvre l'ensemble du personnel susceptible d'intervenir sur les tours aéroréfrigérantes, ainsi que les entreprises tierces, dont les attestations de formation sont vérifiées par l'exploitant. L'inspection a constaté également que l'exploitant dispose notamment de l'attestation de formation du personnel de Savoie Analyses en charge des prélèvements. Contenu des formations Les formations portent sur les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles, les moyens préventifs et correctifs, ainsi que les dispositions des arrêtés ministériels. Les formations sont renouvelées tous les cinq ans. Les inspecteurs ont contrôlé par sondage le plan de formation d'une personne. La dernière formation date de décembre 2023 et la prochaine est prévue pour décembre 2028. Cette personne était à jour.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant confirmera que la note est bien établie et qu'elle prévoit les intérimis en cas d'absence.
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Entretien et surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I-1 a)
Thème(s) : Risques chroniques, Analyse méthodique des risques
Prescription contrôlée : Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. [...] L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;- les points critiques liés à la conception de l'installation ;- les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de [...]
Constats : L'analyse méthodique des risques (AMR) de prolifération et de dispersion des légionelles a été réalisée, avec une dernière version datée du 8 avril 2026. Cette analyse identifie plusieurs points critiques, notamment la présence de bras morts dans les circuits. Ces bras morts, situés aux extrémités des collecteurs d'alimentation et de sortie des tours, ainsi que sur les alimentations des cellules déposées, représentent un risque de stagnation de l'eau et de développement de légionelles. 3 AMR ont été réalisées, une par circuit de refroidissement : EL1 - EL2 et LC. Bras morts (voir en page suivante l'extrait d'une des AMR concernant les bras morts) Bien que des solutions aient été préconisées depuis au moins depuis 2025, telles que la mise en place de purges continues ou de bouclages pour maintenir une circulation d'eau, celles-ci n'ont pas encore été mises en œuvre. Le document renvoie à des études "BRIERE" qui prévoient des actions correctives aujourd'hui sans effet. Schémas de principe Les AMRs ne contiennent pas de schéma de principe permettant de visualiser clairement les points de prélèvement et les zones à risque, bien que ces schémas existent sous forme de synoptiques au niveau des postes de pompes des circuits de refroidissement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">• d'intégrer aux AMR un schéma de principe• et de planifier la mise en œuvre des actions correctives identifiées dans les AMR , en particulier pour les bras morts.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

Bras mort sur les alimentations des cellules déposées

Réalisation d'une purge en continu étude BRIERE (1.06 et 1.09). Prévu dans INS-QSE641 (Gestion des bras morts des circuits de refroidissement) - mais non effectif (actions définies dans la procédure mais non mises en oeuvre)

Bras mort aux extrémités du collecteur d'alimentation et de sortie des TAR

mis en place d'un bouclage de ces tronçons afin de maintenir une circulation jusqu'aux extrémités mais vannes fermées au 24/04/2025. étude BRIERE (1.01 et 1.02)

Bras mort aux extrémités du collecteur des pompes de circulation vers les cellules

Mis en place d'un bouclage de ces tronçons afin de maintenir une circulation jusqu'aux extrémités mais vannes fermées au 24/04/2025. étude BRIERE (1.03).

Possibilité de stagnation de l'eau en cas de fermeture des vannes d'arrêt sur les collecteurs (fin d'atelier)

s'assurer d'une circulation dans les tronçons.

Prévoir la pose de vannes de réglage permettant un contrôle aisé des débits circulant dans les tronçons. étude BRIERE (1.05 et 1.07).

Bras mort sur les cellules à l'arrêt

Prévoir (préconisation de VEOLIA) une purge continue vers le caniveau
(pas fait car risques électriques)

N° 5 : Entretien et surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, articles Art.26 I-1 b)Art. 26 I.2 Art. 26 I.3

Thème(s) : Risques chroniques, Plans d'entretien et de surveillance

Prescription contrôlée :

b) Les plans d'entretien et de surveillance visent à limiter le risque de prolifération et de dispersion de légionelles via la ou les tours. Ils ont notamment pour objectif de maintenir en permanence la concentration des *Legionella pneumophila* dans l'eau du circuit à un niveau inférieur à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau. Ces plans concernent l'ensemble de l'installation, en particulier toutes les surfaces de l'installation en contact avec l'eau du circuit où pourrait se développer le biofilm. Ces plans sont mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant.

Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR.

[...]

L'utilisation d'un jet d'eau sous pression pour le nettoyage fait l'objet d'une procédure particulière, prenant en compte le risque de dispersion de légionelles.

Constats :

Les plans d'entretien et de surveillance des installations sont conformes aux exigences réglementaires.

Une procédure générale, datée du 14 mars 2022, définit les mesures d'entretien préventif et les responsabilités des différents acteurs, qu'ils soient internes ou externes. Cette procédure est actuellement en cours de mise à jour pour intégrer les dernières évolutions de l'AMR de 2026.

Les tours aéroréfrigérantes font l'objet d'un nettoyage annuel, le dernier ayant été réalisé en juin 2025. Ce nettoyage est effectué avec un arrêt de la dispersion, conformément aux prescriptions. En revanche, il a été constaté qu'aucune procédure écrite n'existe pour éviter la dispersion de légionelles lors des opérations de nettoyage, notamment en cas d'utilisation de jets d'eau. Il est donc demandé à l'exploitant d'élaborer une telle procédure en collaboration avec VEOLIA.

La stratégie de traitement des eaux repose sur l'utilisation d'un biocide oxydant (HClO^-), injecté en continu.

Les analyses de légionelles sont réalisées tous les quinze jours, avec un suivi continu des paramètres physico-chimiques tels que le pH, la conductivité, le chlore et les anti-tartres. VEOLIA transmet des rapports hebdomadaires automatisés, ainsi que des rapports bimensuels incluant des préconisations.

En 2025, un dépassement du seuil de 1 000 UFC/L a été enregistré sur le circuit EL2, avec une valeur de 1 100 UFC/L. Aucune dérive répétée ou dépassement du seuil de 100 000 UFC/L n'a cependant été constaté. Les résultats des analyses sont transmis à l'inspection des installations classées dans les délais réglementaires.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant réalisera une procédure particulière visant à s'assurer que le risque de dispersion de légionelles est pris en compte lors du nettoyage des installations avec un jet d'eau sous pression.
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Suivi de l'installation

Référence réglementaire : Décision d'exécution du 14/12/2013, article Art.26 IV Art.26 V
Thème(s) : Risques chroniques, Vérification de l'installation, carnet de suivi et bilans annuels
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV. - Suivi de l'installation</p> <p>1. Vérification de l'installation</p> <p>Dans les six mois suivant la mise en service d'une nouvelle installation ou un dépassement du seuil de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> de 100 000 UFC/L dans l'eau du circuit, l'exploitant fait réaliser une vérification de l'installation par un organisme indépendant et compétent, dans le but de vérifier que les mesures de gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles prescrites par le présent arrêté sont bien effectives.</p> <p>Sont considérés comme indépendants et compétents les organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-61 à R. 512-66 du code de l'environnement pour la rubrique 2921 des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>[...]</p> <p>A l'issue de ce contrôle, l'organisme établit un rapport adressé à l'exploitant de l'installation contrôlée. Ce rapport mentionne les points pour lesquels les mesures ne sont pas effectives. L'exploitant met en place les mesures correctives correspondantes dans un délai de trois mois. Pour les actions correctives nécessitant un délai supérieur à trois mois, l'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées le planning de mise en œuvre.</p> <p>Dans le cas où la vérification fait suite à un dépassement du seuil de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> de 100 000 UFC/L dans l'eau du circuit, l'exploitant transmet le rapport et le planning de mise en œuvre éventuel à l'inspection des installations classées.</p> <p>2. Carnet de suivi</p> <p>L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne :</p> <p>[...]</p> <p>Constats :</p> <p>Le carnet de suivi des installations est tenu à jour et accessible via la GMAO, avec des fiches de suivi disponibles dans le local des pompes. Les bilans annuels, incluant les résultats des analyses de légionelles, les périodes d'utilisation et d'arrêt des installations, ainsi que les consommations d'eau, sont transmis à l'inspection des installations classées dans les délais impartis, soit avant le 31 mars de chaque année.</p> <p>Aucune vérification indépendante n'a été nécessaire, aucun dépassement du seuil de 100 000 UFC/L n'ayant été enregistré.</p> <p>Les bilans annuels sont accompagnés de commentaires sur les éventuelles dérives constatées, les actions correctives mises en œuvre et l'évaluation de l'efficacité des mesures.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I-1 c)
Thème(s) : Risques chroniques, Procédures d'arrêt et de redémarrage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>c) Les procédures spécifiques suivantes sont également définies par l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none">- procédure d'arrêt immédiat de la dispersion par la ou les tours (arrêt des ventilateurs, de la production de chaleur ou de l'installation dans son ensemble) dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production ;- procédures de gestion de l'installation pendant les arrêts et les redémarrages de l'installation, dans les différents cas de figure rencontrés sur l'installation :- suite à un arrêt de la dispersion d'eau par la ou les tours ;- en cas de fonctionnement intermittent (arrêt complet de l'installation en eau et redémarrage non prévisible) ;- en cas d'utilisation saisonnière (arrêt complet de l'installation en eau et redémarrage prévisible) ;- suite à un arrêt prolongé complet ;- suite aux différents cas d'arrêts prolongés partiels pouvant exister sur l'installation ;- autres cas de figure propres à l'installation. <p>Les périodes d'arrêt et les redémarrages constituent des facteurs de risque pour l'installation, les modalités de gestion de l'installation pendant ces périodes doivent être établies par l'exploitant de manière à gérer ce risque, qui dépend notamment de la durée de l'arrêt et du caractère immédiat ou prévisible de la remise en service, et de l'état de propreté de l'installation.</p> <p>Dans un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine après tout redémarrage intervenant après un arrêt prolongé ou redémarrage saisonnier, une analyse en <i>Legionella pneumophila</i> est réalisée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les procédures d'arrêt et de redémarrage des installations sont définies dans un document daté du 30 novembre 2022. Ce document décrit les actions à mener en cas d'alerte de niveau 3, c'est-à-dire en cas de dépassement du seuil de 100 000 UFC/L. Les mesures prévues incluent le passage en circuit ouvert, la désinfection, le nettoyage mécanique, le redémarrage et un contrôle des légionelles dans un délai de deux jours à une semaine suivant la purge. Des prélèvements sont ensuite réalisés tous les quinze jours pendant trois mois.</p> <p>Aucun arrêt prolongé complet n'a été enregistré récemment, ce qui rend les procédures correspondantes non applicables pour le moment. Cependant, il est essentiel que ces procédures soient maintenues à jour et adaptées aux différentes situations d'arrêt, qu'elles soient immédiates, intermittentes ou saisonnières.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Entretien et surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I-3
Thème(s) : Risques chroniques, Analyses des légionelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>c) Laboratoire en charge de l'analyse des légionelles</p> <p>Le laboratoire chargé par l'exploitant des analyses en vue de la recherche des <i>Legionella pneumophila</i> selon la norme NF T90-431 (avril 2006) répond aux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- le laboratoire est accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 (septembre 2005) par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou tout autre organisme d'accréditation équivalent européen, signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ;- le laboratoire rend ses résultats sous accréditation. <p>d) Résultats de l'analyse des légionelles</p> <p>Les résultats sont présentés selon la norme NF T90-431 (avril 2006) ou toute autre méthode reconnue par le ministère en charge des installations classées. Les résultats sont exprimés en unité formant colonies par litre d'eau (UFC/L).</p> <p>L'exploitant demande au laboratoire chargé de l'analyse que les souches correspondant aux résultats faisant apparaître une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> ou en <i>Legionella species</i> supérieure ou égale à 100 000 UFC/L soient conservés pendant trois mois par le laboratoire.</p> <p>Le rapport d'analyse fournit les informations nécessaires à l'identification de l'échantillon :</p> <ul style="list-style-type: none">- coordonnées de l'installation ;- date, heure de prélèvement, température de l'eau ;- date et heure de réception de l'échantillon ;- date et heure de début d'analyse ;- nom du préleveur ;- référence et localisation des points de prélèvement ;- aspect de l'eau prélevée : couleur, dépôt ;- pH, conductivité et turbidité de l'eau au lieu du prélèvement ;- nature (dénomination commerciale et molécules) et concentration cible pour les produits de traitements utilisés dans l'installation (biocides oxydants, non oxydants biodispersants, anticorrosion...) ;- date de la dernière injection de biocide, nature (dénomination commerciale et molécule) et dosage des produits injectés. [...]
<p>Constats :</p> <p>Les analyses des légionelles sont réalisées par le laboratoire Savoie Analyses, qui est accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 par le COFRAC.</p> <p>Les résultats sont transmis sous accréditation et conformément à la norme NF T90-431. Les rapports d'analyse incluent les informations nécessaires à l'identification des échantillons, telles que les coordonnées de l'installation, les dates et heures de prélèvement et de réception, ainsi que les paramètres physico-chimiques mesurés sur place.</p> <p>Cependant, il a été constaté que la nature des produits de traitement, en particulier l'eau de Javel, n'est pas systématiquement mentionnée dans les rapports. Il est donc impératif que l'exploitant s'assure que cette information soit incluse dans tous les rapports d'analyse futurs, afin de garantir une traçabilité complète des traitements appliqués.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit s'assurer que les rapports d'analyse comprennent la nature (dénomination commerciale et molécules) et concentration cible pour les produits de traitements utilisés dans l'installation (biocides oxydants, non oxydants biodispersants, anticorrosion...);
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois